

ÉDITORIAL

L'automne, d'un point de vue purement climatique, est particulièrement clément cette année, mais il n'en est pas de même pour le volet social... Malgré les actions des 9 (1 500 participants) et 18 octobre, purement « retraités » réunissant tout de même 750 contestataires, nos appels restent sans échos !



Au contraire, le gouvernement augmente les taxes sur les carburants, le gaz, le fuel, ce qui va automatiquement faire bondir les tarifs de la production et de l'acheminement (celui-ci s'effectuant principalement par voie routière sur le territoire).

Notre pouvoir d'achat va donc chuter d'autant, et ce n'est pas la soi-disant exonération progressive de la taxe d'habitation qui va changer quoi que ce soit : l'Etat va compenser la perte subie par les bénéficiaires sur ces deniers, c'est-à-dire nos cotisations diverses (impôt sur le revenu, TVA, taxes diverses...). En étant particulièrement suspicieux, on pourrait même se demander si les taxes bondissantes en tous genres, soi-disant pour protéger l'environnement, ne tomberaient pas pile au bon moment pour compenser les dépenses grandissantes de l'Etat : CICE, abandon de l'ISF, laxisme au regard de l'évasion fiscale..., la liste est longue, et les plus nombreux doivent payer pour compenser les cadeaux aux plus riches.

L'heure est donc toujours à la lutte, et même la future « trêve de Noël » ne doit pas nous distraire ; nous devons rester vigilants et combatifs, sinon le réveil en janvier 2019 pourrait être très douloureux pour les plus démunis.

En parlant de population faible, il est proprement scandaleux qu'en 2018, il faille faire des actions pour contraindre les pouvoirs publics à mettre les moyens nécessaires à la mise en « sécurité » des sans-abri, quels qu'ils soient ! A Tarbes, des maisons d'accueil réservées à ces derniers restent fermées par manque de moyens, et des gens vont mourir de froid cet hiver : quelle indignité, quel manque de respect de la vie humaine, quelle barbarie...

En attendant des jours meilleurs, je vous dis à l'année prochaine.

Prenez soin de vous

P. Lecourt

Les retraités maltraités mais toujours mobilisés dans la rue



Les retraités ont, une nouvelle fois, manifesté de la place de Verdun à la Préfecture le jeudi 18 octobre.

Pierrette MONTESQUIT (CGT) au nom de l'Intersyndicale 65: CGT, FSU, Solidaires, FO, UNSA, FGR, LSR rejointe par 2 associations de retraités: Pôle des retraités FP et FENARAC 65 (retraités de l'artisanat et du commerce de proximité) a rappelé:

Encore une fois, nous, les retraités, nous sommes dans la rue! Et la colère monte! Macron, ça suffit!

Non seulement nous n'avons pas été entendus au printemps (mars et juin), mais le gouvernement en remet une couche:

- pas de suppression de la hausse de la CSG,
- menaces sur les pensions de réversion, (quand on sait que 8 sur 10 sont perçues par des femmes qui sont déjà bien mal loties),
- pas d'augmentation des pensions en 2018.

Mais une augmentation programmée de 0,3 % en 2019 et 2020 pour une inflation estimée de 2,3 % sur les 12 derniers mois. Une aumône quoi!

Rien qu'en 2018, nous avons perdu 4 % de pouvoir d'achat (1,7 % de CSG+2,3 % d'inflation), sans compter les diverses impositions fiscales supplémentaires... Je ne reviens pas dessus, vous les avez encore en mémoire. Difficile d'oublier à chaque avis d'imposition.

Et non content de nous « racketter », car c'est bien de cela qu'il s'agit, ce gouvernement nous humilie par ses propos insultants. Voir les commentaires d'Aurore BERGE, députée En Marche, qui ne comprend pas qu'on puisse s'opposer à l'« effort » demandé pour sauver la nation; et c'est nous les schizophrènes?... Le député En Marche des Hautes-Pyrénées, monsieur SEMPASTOUS, qui nous a reçus lundi, enfin! Pour « prendre acte de nos demandes »! Une demi-heure d'entretien et la conclusion tombe: je cite: « j'ai entendu le message... « on va regarder ce que l'on peut se permettre... ». Et tant d'autres, la liste serait trop longue.

Mais ce n'est pas terminé, avec la réforme annoncée des retraites, les salariés ne cotiseraient que pour eux-mêmes : une vraie mine d'or pour faire des placements juteux, ou tout perdre... Mais qui va payer nos pensions si les caisses de retraite ne sont plus alimentées par les cotisations ? Et de même pour la Sécurité Sociale qui se transforme peu à peu en impôt via la CSG, et où nous n'aurons donc plus notre place au conseil d'administration.

Si l'on en croit les ministres et « experts » divers, les seules dépenses qui doivent être réduites pour sauver l'économie française sont les pensions et les prestations sociales ! Et pourtant, nous tous ici et les 16 millions de retraités que nous sommes avons produit des richesses pendant 40 ans et plus.

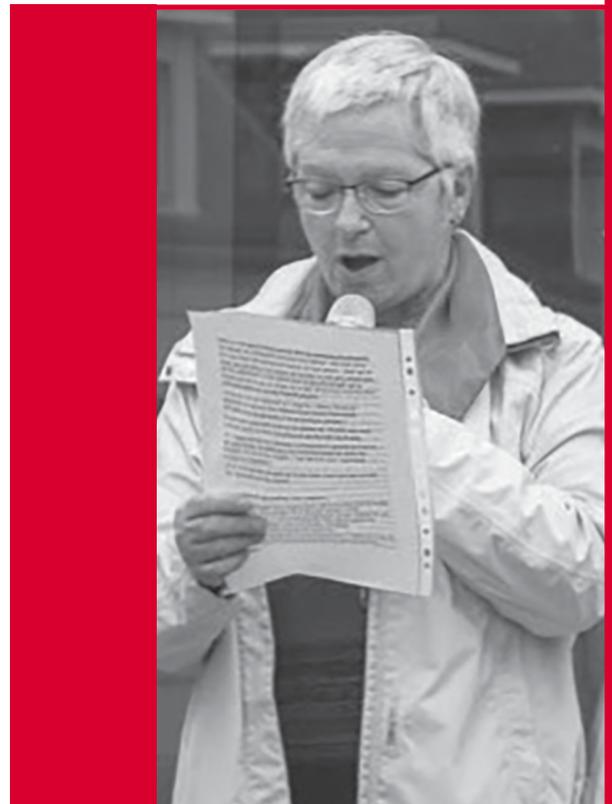
Or, l'essentiel de ces richesses a surtout servi à grossir la fortune des plus riches, au détriment de l'investissement et, donc, de l'emploi. Est-ce là leur réalité ? Tout démolir pour augmenter encore les inégalités ?

Ce ne sont pas les retraités qu'il faut taxer, mais ceux qui ont bâti des fortunes sur leur travail !

En manifestant aujourd'hui, nous exigeons :

- La suppression de la hausse de la CSG (à inscrire dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2019).
- La revalorisation de toutes les pensions, et leur indexation sur les salaires (et non sur l'inflation), ainsi que le minimum retraite au SMIC, pour une carrière complète.
- Le maintien des pensions de réversion.
- La prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la SS, et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre du service public.

*Le message est clair,
et pourtant,
silence radio de ceux à qui
il était adressé...
La lutte doit continuer!!!*



Pierrette MONTESQUIT